



Africa Days

Dakar, Sénégal, du 25 au 27 avril 2019

" Sahel : vers une agriculture intensive et moderne"

LES ACTES

Sommaire

Africa Days.....	3
En quelques chiffres	3
En quelques mots	3
La Market place.....	4
Solutions.....	4
Messages et recommandations	6
Le Forum.....	9
Introduction aux panels	9
Panel 1 - Quelle vision pour l’agriculture moderne dans le Sahel ?	9
Intermède 1 - La transition vers un système alimentaire durable	11
Panel 2 - De quelles technologies avons-nous besoin pour transformer l'agriculture ?.....	11
Intermède 2 - La structuration de la chaine de valeur du Karité Bio soutient l'épanouissement des femmes.....	13
Panel 3 - Quelle forme d'apprentissage et d'organisation pour l'agriculture moderne ?.....	14
Intermède 3 - Le modèle d'agriculture EverGreen, une opportunité pour intensifier massivement l’agriculture et créer des emplois au Sahel.....	16
Panel 4 - Comment accélérer et généraliser le processus de transformation de l'agriculture ?	16
La sortie de terrain	18
La ferme école agroécologique de Kaydara	18
Les GIE Salan Sedar et Nanor	19
ANNEXES.....	20
1. Le programme	20
2. Les posters.....	22
3. Les panelistes	21
4. Les participants	31
5. Les partenaires financiers	35

Africa Days

En quelques chiffres

- 1 thème
- 2 questions
- 3 jours de travaux
- 14 solutions présentées
- 15 partenaires mobilisés
- 15 pays représentés
- 19 panelistes écoutés
- 110 participants

En quelques mots

L'ONG internationale SOS SAHEL a organisé la troisième édition des Africa Days, du 25 au 27 avril 2019, à Dakar, au Sénégal. Elle a réuni des acteurs intervenant dans la région Sahélienne, du Sénégal à Djibouti, afin d'échanger et de favoriser les synergies permettant la construction de solutions à grande échelle, touchant le plus grand nombre de personnes, au bénéfice de la sécurité alimentaire, de l'emploi et de la croissance économique.

Le thème des Africa Days 2019 était centré sur "**Sahel : vers une agriculture intensive et moderne**". En Afrique subsaharienne l'agriculture offre plus de 60% des emplois, plus encore dans les pays sahéliens encore très largement ruraux. Cette agriculture doit faire face, aujourd'hui, à de nombreux défis: l'augmentation de la population, le changement climatique, la régression de la biodiversité, l'appauvrissement des sols, et bien d'autres. Face à ce constat, les participants ont pu échanger et s'interroger sur les modalités à suivre pour intensifier l'agriculture familiale et sur comment faciliter le passage vers des exploitations familiales modernes. Ceci pour contribuer à réaliser la vision de l'agenda 2063 de l'Union Africaine : "*Une agriculture moderne et productive, grâce au recours à la science, la technologie, l'innovation et aux connaissances locales. La houe sera bannie d'ici 2025 et le secteur sera moderne, rentable et attractif pour les jeunes et les femmes du continent.*"

Les Africa Days se sont déroulés sur 3 journées autour d'une Market place, un forum et une sortie de terrain. La Market Place a été organisée sur deux jours : le premier jour a été consacré aux porteurs de solutions, à la présentation de leurs initiatives et aux discussions entre experts sur le thème de l'événement. Le deuxième jour a été consacré au forum organisé autour de 4 panels de discussion, ouvert à un large public.

Ces journées d'échanges et de réflexion ont mobilisé des délégations d'experts du continent africain : du Burkina Faso, de l'Éthiopie, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigeria, du Sénégal, du Soudan, du Tchad, de l'Union Africaine; et de l'international : des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Royaume Uni et de l'Union européenne.

La Market place

La Market place est un espace d'exposition et de rencontre entre acteurs porteurs de solutions en soutien à l'agriculture familiale ou encore dans le développement d'entreprises de l'économie alimentaire. Elle a servi de pré-forum, réunissant plus de 50 experts le jeudi 25 avril au restaurant Chez Fatou, aux Almadies à Dakar. La Market place s'est poursuivie à la fin du forum le 26 avril.

La journée s'est organisée autour des présentations de 14 solutions proposées par SOS SAHEL et ses partenaires, puis d'échanges entre les porteurs de ces solutions. Ces discussions ont eu lieu en plénière et en 4 groupes de travail sur des questions relatives au thème de la manifestation et aux expériences respectives des experts.

Les conclusions des échanges ont été présentées durant le forum le lendemain, par des porte-paroles de chaque groupe, et ont ainsi contribué aux réflexions des panels du forum Africa Days.

Solutions

Mots clés

Restauration des sols # Sécurisation foncière # Gestion intégrée de l'eau # Intégration entre élevage et agriculture # Consommation de produits locaux # Diversification des produits
 # Valorisation des marchés locaux # Connexion aux marchés internationaux # Financements alternatifs
 # Innovations durables à faible coût # Compétences des petits producteurs
 # Entreprenariat agricole # Synergies # Réseaux d'acteurs

Les 14 solutions¹ présentés dans le cadre de la Market place sont menées par SOS SAHEL et ses partenaires basés en Afrique ou possédant une large expérience en Afrique sahélienne. Elles représentent des expériences réussies en matière d'intensification et de modernisation de l'agriculture familiale ainsi que des outils permettant d'accélérer ce processus :

N°	Titre de l'initiative	Porteur de l'initiative	Pays
01	L'embouche pour relancer la vie économique au Nord du Mali	SOS SAHEL Mali	Mali
02	Produire pour se nourrir et nourrir les autres	CICODEV	Sénégal
03	Contractualisation et Intensification de la production de mangue biologique au Sénégal	SUNUAGRIX	Sénégal
04	Intensifier la valorisation et la propagation des plantes sauvages au Sahel	SAHARA SAHEL FOODS	Niger
05	Warrantage : garantir l'accès au crédit et aux marchés pour les agriculteurs	SOS SAHEL/UGTT	Burkina Faso
06	Transformer l'agriculture familiale en pratique de permaculture basée sur "les 4 P"	SOS SAHEL Ethiopia	Éthiopie
07	Comment développer le soutien aux petits exploitants et augmenter la productivité de l'agriculture durable	SOS SAHEL Sudan	Soudan
08	Irrigation Solaire et professionnalisation des jeunes ménages ruraux pour la sécurité alimentaire au Kanem/Tchad	SOS SAHEL Tchad	Tchad
09	Le bocage, un cadre nouveau pour l'agriculture sahélienne	TERRE VERTE	Burkina Faso

¹ Voir les posters de présentation des solutions en annexe 2

10	Solutions de pompage solaire pour une irrigation à petite échelle	PRACTICA	Sénégal
11	Le solaire, pour une agriculture moderne et productive	ÉNERGIE POUR TOUS (EPT)	Tchad
12	Projet de renforcement des capacités des petits producteurs horticoles (projet SHEP)	PROJET SHEP	Sénégal
13	L'énergie renouvelable, moteur de la transformation des exploitations familiales de l'Afrique de l'Ouest	PRACTICAL ACTION	Sénégal
14	Une coopérative interafricaine d'entreprises sociales pour l'agriculture familiale	ICON	Sénégal

Les solutions les plus prometteuses pour les participants au forum

Les participants aux Africa Days ont été sollicités pour exprimer leur opinion et indiquer leur préférence sur les initiatives de la Market place les plus prometteuses en termes de changement vers la modernisation et l'intensification de l'agriculture sahélienne.

Les solutions ayant récolté le plus de vote préférentiel sont dans l'ordre :

1. L'initiative d'ICON pour la mise en place d'"Une coopérative interafricaine d'entreprises sociales pour l'agriculture familiale".
2. Le projet SHEP, mis en œuvre par la direction de l'horticulture du Sénégal avec l'appui de la JICA, pour le " Renforcement des petits producteurs horticoles ".
3. L'initiative conduite par Practical Action sur "L'énergie Renouvelable, moteur de la transformation des exploitations familiales de l'Afrique de l'Ouest".

Les participants au forum expriment l'idée que la réalisation de la vision 2063 de l'Union Africaine devrait passer par des initiatives orientées vers le renforcement de la mise en réseau des producteurs pour permettre le partage des bonnes pratiques et la synergie d'actions, le renforcement des capacités des producteurs à se connecter aux marchés, et la mise à disposition d'équipements innovants, adaptés aux réalités locales, permettant de faciliter des modes de production durables et rentables.

Messages et recommandations

Après les présentations des 14 initiatives, les porteurs de solutions ont discuté entre eux, en plénière et en 4 groupes de travail modérés par des experts de SOS SAHEL et de IED Afrique, afin de préciser :

1. la vision pour une agriculture moderne dans le Sahel ;
2. les technologies pour transformer l'agriculture ;
3. les formes d'apprentissage et d'organisation pour passer vers une agriculture moderne ;
4. les mesures à mettre en place pour accompagner le changement de l'agriculture.

Les conclusions des échanges ont été présentées le lendemain par les porte-parole des groupes, et ont ainsi contribué aux réflexions des panels du forum Africa Days. Ces conclusions sont les suivantes :

1. La vision - Soutenir l'émergence d'une agriculture intégrée, inclusive et durable

L'agriculture familiale dans le Sahel doit opérer une transformation importante pour devenir intensive, durable, intégrée, diversifiée, équitable, rentable et connectée au marché. La valorisation des savoirs locaux et scientifiques peut permettre cette évolution. Les investissements doivent aller au-delà de la production, pour se focaliser sur la transformation des matières premières sur place et assurer la création de valeur au niveau local. Afin de rendre possible ces changements il est nécessaire de :

- Soutenir la professionnalisation de l'agriculteur pour qu'il puisse évoluer vers la figure d'entrepreneur agricole.
- Mettre en place des systèmes d'exploitation intégrés, avec une approche agro-écologique durable qui garantit une utilisation optimale de l'eau.
- Soutenir le développement de marchés locaux, nationaux et internationaux équitables et rémunérateurs.
- Valoriser les nouvelles technologies au service de l'agriculteur, de son image et de ses produits.

"Pour le moment, l'agriculture n'est pas un métier, c'est une activité par défaut. Les agriculteurs ne choisissent pas de s'engager dans l'agriculture, ils la subissent. Le vrai défi est de faire en sorte que l'agriculture soit une option, une passion, pas un choix par défaut." El Hadji Diop, SUNUAGRIX, Sénégal

"Il faut diversifier la production. Traditionnellement, les agriculteurs cultivent du mil, du sorgho ou du gombo. Mais à partir des arbres par exemple, on peut valoriser d'autres spéculations." Renata Garvi, Sahara Sahel Foods, Niger

"Peu de pays africains investissent aujourd'hui plus de 10% de leur budget dans l'agriculture. Mais ces investissements sont très ciblés sur des cultures et des zones spécifiques. Ne devraient-ils pas investir au bénéfice du plus grand nombre d'agriculteurs qu'on dit encore trop souvent pratiquer une agriculture de subsistance ?" Jean-Marc Garreau, SOS SAHEL International France, Sénégal

"L'utilisation du numérique permet aux entrepreneurs agricoles de faire la promotion de leur métier et donner envie aux jeunes de se lancer dans ce domaine." Lamisse Kandil, ICON, Burkina Faso

2. Les technologies - Intégrer les plateformes technologiques aux infrastructures productives pour faciliter le passage à l'échelle

Les plateformes technologiques doivent être pleinement intégrées aux infrastructures productives des chaînes de valeur agricoles africaines en constante évolution. Elles renforcent les échanges de connaissances et bâtissent des communautés où les agriculteurs et les autres parties prenantes peuvent évoluer et se renforcer mutuellement. Créer des synergies entre nouvelles pratiques agricoles et nouvelles technologies permet de soutenir l'augmentation significative et durable des rendements. Afin de rendre possible ces changements il est nécessaire de :

- Assurer l'intégration de nouvelles infrastructures répondant aux priorités actuelles et émergentes pour soutenir, de manière adéquate, la chaîne de valeur et la technologie intégrée.
- Développer des technologies favorisant l'échange de connaissances entre les agriculteurs et d'autres parties prenantes au sein de communautés de pratiques.
- Créer des incitations pour que le secteur privé soutienne l'intégration de nouvelles technologies adaptées aux réalités locales tout au long des chaînes de valeur.
- Veiller à ce que les avancées technologiques ne soient pas adoptées de façon inégale et qu'elles soient à la portée de tous les producteurs.

"Des solutions endogènes viables ont été développées et sont disponibles mais elles ne sont pas largement partagées." Salah A. Magid Eldouma, SOS SAHEL Sudan, Soudan

"L'intégration des nouvelles technologies dans les systèmes agricoles africains doit être effectuée avec une approche holistique qui prend en compte en même temps les acteurs, les processus et les technologies." Amara Nwankpa, Fondation ShehuMusa Yar'Adua, Nigeria

3. L'organisation sociale - Permettre au petit producteur d'être le moteur du changement

L'agriculteur moderne doit prendre conscience de sa place dans la société contemporaine. Il est à la fois au cœur et porteur du changement souhaité. Il doit sauvegarder ses ressources de base et maîtriser son environnement. Il doit disposer des connaissances nécessaires pour comprendre le système où il évolue et prendre les décisions de façon autonome. L'agriculteur doit s'associer en réseaux avec ses confrères, faire vivre les instances collégiales et faire entendre sa voix pour défendre ses intérêts à tous les niveaux auxquels il est connecté. De cette façon, il peut influencer le système et le faire évoluer afin que celui-ci s'adapte à ses besoins de réglementation (la sécurisation foncière en particulier), d'infrastructures, de technologies, etc. L'agriculteur moderne, ainsi sécurisé, peut produire du surplus, maîtriser mieux son avenir et oser des investissements lui permettant d'entreprendre. Afin de rendre possible ces changements il est nécessaire de :

- Accompagner la sécurisation des petits producteurs en termes de réglementation, de formations, d'équipements, de solutions de financement, etc. pour qu'ils puissent jouer un rôle actif dans l'évolution vers une agriculture familiale moderne.
- Valoriser le caractère collectif/communautaire de l'agriculture et renforcer les réseaux de producteurs (coopératives, groupements communautaires, etc.) existants pour les rendre forts, transparents et compétents. Ces réseaux doivent être en mesure de fournir les services et l'accompagnement nécessaires aux petits producteurs pour moderniser leurs pratiques.
- Inciter une approche inclusive en s'appuyant sur les nouvelles technologies pour faciliter la mise en réseau, renforcer la coordination et permettre une réelle concertation entre les différents acteurs des chaînes de valeur.
- Assurer la création d'un écosystème productif moderne, stable et évolutif, capable de s'adapter aux contextes et aux exigences des petits producteurs.

"L'agriculture est une affaire sociale. Au Sahel, on produit pour la subsistance. Mais le rendement, aujourd'hui ne suffit plus." **Denis Hien, Union des Groupements Ten-Tieta, Burkina Faso**

"Il faut faire confiance aux systèmes traditionnels, en particulier sur les questions de gouvernance, car ils connaissent les besoins des familles et il savent prendre les bonnes décisions pour garantir leur épanouissement." **Mariama Deye, JICA, Sénégal**

"Un agriculteur bien outillé et bien informé peut solutionner seul ses problèmes !" **Youssef Diallo, PRACTICA, Mauritanie**

4. Les mesures - Proposer des mesures construites sur les exigences locales

Les mesures clés pour accompagner véritablement la transformation de l'agriculture familiale sont la sécurisation foncière, la maîtrise de l'eau, le renforcement des capacités, la mise à disposition de facteurs de production adaptés aux producteurs, le développement des chaînes de valeur agricoles et la certification des produits agricoles sur les marchés. Afin de rendre possible ces changements il est nécessaire de :

- Faciliter l'installation d'exploitations familiales performantes et soutenir l'attractivité du secteur agricole pour faciliter l'insertion des jeunes et des femmes.
- Identifier les bonnes pratiques et initiatives locales et les vulgariser pour une mise à l'échelle.
- Moderniser les marchés et mettre en place une plateforme de mise en relation entre l'offre et la demande.
- Renforcer les structures d'appui aux producteurs, généraliser les pôles de service et la réalisation d'infrastructures adaptées.

"La sécurisation foncière des agriculteurs est essentielle pour assurer les investissements." **Mahamadi Sorgho, TERRE VERTE, Burkina Faso**

"Le bon choix des mesures est important. Le Tarif Extérieur Commun (TEC), par exemple, peut promouvoir l'agriculture mais il facilite, au même temps, l'importation de produits des grands producteurs. Cette compétition peut avoir un impact négatif sur les petits producteurs." **Guillaume Doulkom, SOS SAHEL International France, Burkina Faso**

"L'Afrique a besoin d'une agriculture compétitive, construite sur l'expérience des producteurs. Une agriculture qui nourrit les africains et qui produit des aliments sains et de qualité, compétitifs sur les marchés internationaux." **Dampha Almami, Union Africaine, Éthiopie**

Le Forum

Le forum des Africa Days est un espace de discussion entre des acteurs de l'économie alimentaire venus d'horizons variés, des plus modestes aux plus prééminents, pour évoquer leur contribution au changement vers une agriculture intensive et moderne et les défis auxquels ils sont confrontés dans la perspective de la sécurité alimentaire. Le forum s'est tenu le 26 avril dans la salle de conférence de l'Hôtel Pullman à Dakar dans la continuité des travaux de la veille, pour poser la question de la mise à l'échelle des expériences réussies, des innovations, présentées lors de la Market place. Le forum a réuni 110 acteurs de la région Sahélienne, représentants d'institutions nationales et régionales, de partenaires techniques et financiers, du secteur privé et des organisations de la société civile.

Au cours de la journée, 19 experts internationaux ont pris la parole autour de 4 panels, entrecoupés d'intermèdes techniques ciblées.

Les discussions, démarrées au cours des panels, se sont poursuivies dans la Market place initiée la veille. Dans ce cadre informel, les participants ont pu rencontrer les porteurs des initiatives réussies, menées dans la région Sahélienne.

Introduction aux panels

Paul CLEMENTS-HUNT, Président du conseil consultatif de SOS SAHEL

Scale, scale, scale²!

Le Sahel doit être prêt à faire face aux défis que le futur lui réserve : renforcer la résilience de ses territoires et de ses populations face au changement climatique, nourrir sa population qui augmente rapidement, donner des emplois à ses jeunes qui sont de plus en plus nombreux.

Le Sahel est une région riche de son histoire, de cultures, de ressources et d'initiatives. Au cours de la Market place, certaines initiatives présentées portent des solutions concrètes, riches en potentiel et porteuses d'espoir. Mais elles doivent être partagées et développées pour que leur capacité transformatrice change d'échelle. Il est nécessaire d'investir dans ces solutions pour que leur envergure passe du local au régional, pour qu'elles puissent investir l'ensemble des territoires sahéliens. Le défi est d'assurer l'accès aux marchés et aux financements nécessaires pour changer d'échelle et apporter les technologies, les infrastructures et les compétences pour permettre au Sahel de prendre la place qui est la sienne dans le monde.

Panel 1 - Quelle vision pour l'agriculture moderne dans le Sahel ?

Modéré par **Irène SEROT-ALMERAS**, Directrice de Efiscens et membre du conseil consultatif de SOS SAHEL

Mots clés - Vision de l'agriculture

moderne # intensive #durable #intégrée à l'élevage # diversifiée #équitable #rentable #connectée au marché # entrepreneuriale #adaptée au contexte #créatrice de valeur #respectueuse des sols # verte

² "Passer à l'échelle" en français

Les contributions des panelistes

Lamisse KANDIL, Directrice générale de Innovative Co-operative for Optimal Nutrition (ICON)
Porte-parole du groupe d'experts qui a travaillé sur le thème du panel, au cours du pré-forum. Elle a présenté le message et les recommandations formulés par le groupe.

Soutenir l'émergence d'une agriculture intégrée, inclusive et durable

L'agriculture familiale dans le Sahel doit opérer une transformation importante pour devenir intensive, durable, intégrée, diversifiée, équitable, rentable et connectée au marché. La valorisation des savoirs locaux et scientifiques peut permettre cette évolution. Les investissements doivent aller au-delà de la production, pour se focaliser sur la transformation des matières premières sur place et assurer la création de valeur au niveau local. Afin de rendre possible ces changements il est nécessaire de :

- Soutenir la professionnalisation de l'agriculteur pour qu'il puisse évoluer vers la figure d'entrepreneur agricole.
- Mettre en place des systèmes d'exploitation intégrés, avec une approche agro-écologique durable qui garantit une utilisation optimale de l'eau.
- Soutenir le développement de marchés locaux, nationaux et internationaux équitables et rémunérateurs.
- Valoriser les nouvelles technologies au service de l'agriculteur, de son image et de ses produits.

Nadjirou SALL, Secrétaire général du Réseau des Organisations de Paysans et Producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

Le modèle actuel privilégie une intensification non durable. Il faut le transformer pour accompagner les petits producteurs à protéger ses ressources principales que sont l'eau et la terre

Qu'il s'agisse de produits provenant de l'agriculture, de la pêche ou de l'élevage, 90, voire 95% des produits du panier de la ménagère sénégalaise sont le fruit du travail de petits producteurs. Cela signifie que ceux-ci ont un rôle essentiel pour assurer les besoins des familles de nos pays. Le producteur prend soin de ses ressources primaires : l'eau et la terre, dont la connaissance et la gestion sont le fruit d'un savoir transmis de père en fils, au fil des générations. Le producteur est un entrepreneur, il investit dans son travail ses ressources propres, vitales. La modernisation ne doit pas spolier l'agriculteur de ce rôle. Au contraire, elle doit le renforcer, l'accompagner par l'apport d'outils, de technologies et de connaissances appropriées. Aujourd'hui, un producteur qui veut assurer sa production est assujéti à l'achat d'intrants et de pratiques au champ non durables pour assurer son rendement. Il faut changer ces mécanismes pour changer de modèle d'agriculture.

Mathieu DONDAIN, Directeur Général Nexira International et membre du conseil consultatif de SOS SAHEL international France

Créer un écosystème favorable à l'entrepreneuriat pour viser l'international de façon progressive et évoluer vers l'industrie

Le producteur qui veut évoluer vers l'entrepreneuriat ne peut évoluer que dans un écosystème propice permettant d'accélérer les initiatives existantes. Il doit faire partie d'un réseau d'acteurs évoluant dans cet écosystème. La notion d'entrepreneuriat est étroitement liée à celle de marché qui peut être local, national ou international. Pour s'épanouir, un système de production doit progressivement viser le marché international pour créer une industrie. Les pays sahéliens regorgent de produits à préserver comme la gomme arabique commercialisée par Nexira, qui peuvent intéresser l'industrie agro-alimentaire mondiale. Pour se connecter à cette industrie il est nécessaire de transformer les produits locaux avec des unités qui créent de la valeur ajoutée sur place. Pour accomplir cette transformation

les financements sont essentiels. Le succès passera aussi par l'accès aux financements, qui doivent être disponibles sous différentes formes.

Dr. Ibrahima DIÉDHIU, Professeur d'écologie végétale - agroforesterie, Université de Thiès, Sénégal

Miser sur les arbres et l'élevage pour intensifier l'agriculture de façon durable

L'agriculture moderne au Sahel doit relever les défis actuels et futurs liés aux différents contextes. Il n'est pas possible d'effectuer une agriculture "copier-coller". Le défi global est d'augmenter les rendements des sols avec une capacité d'investissement limitée et dans un cadre climatique défavorable. La solution de cette équation passe par une intensification durable basée sur les arbres et l'élevage pour garantir la fertilité des sols. Réintégrer les arbres et les arbustes dans les zones agricoles fera profiter les sols de leurs fonctions essentielles : stabilisation du sol, limitation de l'érosion, facilitation du métabolisme de l'écosystème, etc. Intégrer l'élevage à l'agriculture permettrait de disposer de la matière organique nécessaire pour la fertilisation. L'intensification peut être accompagnée par une meilleure utilisation des nouvelles technologies permettant de renforcer l'accès aux conseils et aux marchés. Il est enfin nécessaire de soutenir une approche systémique de l'agriculture à travers la création d'agro-systèmes autorégulés qui limitent les besoins d'intrants chimiques néfastes pour la santé de l'environnement.

Intermède 1 - La transition vers un système alimentaire durable

Dr. Émile FRISON, Membre du Panel International d'Experts sur les Systèmes alimentaires durables (IPES-Food)

Repenser les modèles existants pour assurer la transition vers une agriculture durable respectueuse des écosystèmes

La région Sahélienne est très affectée par l'augmentation des températures et le changement climatique en cours. La région souffre aussi de problème de malnutrition et d'insuffisance de la diversification des régimes alimentaires, dans un contexte où les inégalités augmentent et les petits producteurs ne sont pas rémunérés à leur juste valeur. Or le système alimentaire mondial participe pour plus d'1/3 aux émissions de gaz à effet de serre, dans lequel l'agriculture est responsable de 25% des émissions. Mais c'est le modèle d'agriculture non durable basé sur l'utilisation d'intrants appauvrissant les sols qui est responsable de ces émissions. Pour atteindre les Objectif de Développement Durable, il est nécessaire de repenser les modèles de production agricole actuels. Il est important de réévaluer l'application de l'agroécologie, de l'agroforesterie et de la permaculture qui permettent d'augmenter la résilience face au changement climatique, la diversification des régimes, l'augmentation des revenus, la réhabilitation de sols dégradés et l'intensification durable de la production, sans augmenter les émissions de gaz à effet de serre. Pour ce faire il faut soutenir la recherche, associer les agriculteurs à cet élan expérimental, miser sur les marchés locaux et renforcer le plaidoyer afin que les politiques prennent en compte ces nouveaux modèles.

Panel 2 - De quelles technologies avons-nous besoin pour transformer l'agriculture ?

Mots clés - Technologies

accessibles # adaptées # durables # nouvelles # plateformes # connaissances # intégrées # distribuées de façon égalitaires # connectées # compétitivité # nouvelles compétences # mécanisation

Le panel a été modéré par **Dr Leena HOFFMANN**, Associate Fellow Chatham House Africa Programme, Londres et membre du conseil consultatif de SOS SAHEL International France

Les nouvelles technologies peuvent apporter une solution au dilemme africain de conjuguer création d'emplois et croissance démographique

Le contexte africain est très particulier car le continent accueille 18% de la population la plus pauvre au monde dans un contexte de croissance démographique rapide avec 43% de la population de moins de 15 ans. Au même moment, on relève donc, une croissance de la population active et la création d'un nombre de postes de travail insuffisant par rapport aux besoins. Les nouvelles technologies et les innovations scientifiques peuvent apporter des solutions pour combler cet écart. Le film documentaire [Swallow: Food Security in Nigeria's Changing Climate](#), présente des histoires inspirantes et explore les possibilités et les solutions potentielles au problème de la sécurité alimentaire au Nigeria. Le documentaire aborde en particulier, les défis posés par le changement climatique, les infrastructures inadéquates et les pratiques agricoles obsolètes. Les participants ont suivi quelques extraits du film avant le panel.

Les contributions des panelistes

Adama ZERBO, Coordinateur national Tchad, SOS SAHEL International France, Tchad
Porte-parole du groupe d'experts qui a travaillé sur le thème du panel, au cours du pré-forum. Il a repris le message et les recommandations formulés par le groupe.

Intégrer les plateformes technologiques aux infrastructures productives pour faciliter le passage à l'échelle

Les plateformes technologiques doivent être pleinement intégrées aux infrastructures productives des chaînes de valeur agricoles africaines en constante évolution. Elles renforcent les échanges de connaissances et bâtissent des communautés où les agriculteurs et les autres parties prenantes peuvent évoluer et se renforcer mutuellement. Créer des synergies entre nouvelles pratiques agricoles et nouvelles technologies permet de soutenir l'augmentation significative et durable des rendements. Afin de rendre possible ces changements il est nécessaire de :

- Assurer l'intégration de nouvelles infrastructures répondant aux priorités actuelles et émergentes pour soutenir, de manière adéquate, la chaîne de valeur et la technologie intégrée.
- Développer des technologies favorisant l'échange de connaissances entre les agriculteurs et d'autres parties prenantes au sein de communautés de pratiques.
- Créer des incitations pour que le secteur privé soutienne l'intégration de nouvelles technologies adaptées aux réalités locales tout au long des chaînes de valeur.
- Veiller à ce que les avancées technologiques ne soient pas adoptées de façon inégale et qu'elles soient à la portée de tous les producteurs.

Aminata Dominique DIOUF, Directrice générale du domaine agricole de Nema, Sénégal

Le succès d'une entreprise agricole moderne passe par la mécanisation, mais la technologie à tout prix n'est pas une solution durable

Jeune femme, ingénieure diplômée au Canada, avec l'objectif de moderniser l'exploitation agricole familiale, j'ai été confrontée, tout au long de la mise en œuvre de mon projet, aux difficultés causées par mon statut dans un contexte traditionnel : méfiance, difficulté à faire comprendre mes objectifs et être prise au sérieux, problèmes pour accéder aux financements. Ce n'est pas le gouvernement qui a pu m'aider dans mon projet. Ce qui me permet aujourd'hui de cultiver avec succès 300 ha de terres dans la région du Saloum au Sénégal, je le dois à la force de ma volonté, à ma capacité de tisser des liens avec des partenaires internationaux, à l'apport des nouvelles technologies et au renforcement des capacités de producteurs avec qui je collabore. La modernisation de notre agriculture passe

nécessairement par la mécanisation de certaines pratiques, mais il faut être vigilants sur le choix des équipements, de façon à éviter que le prix à payer au niveau social et environnemental soit trop élevé pour nos communautés.

Amara NWANKPA, Directeur des Initiatives de Politique Publique de la Fondation ShehuMusa
Yar'Adua, Nigeria

Attirer des nouvelles personnes avec de nouvelles compétences pour moderniser l'agriculture

Le secteur agricole a un potentiel énorme pour la création d'emplois des jeunes. Toutefois, il souffre d'une mauvaise image (travail pénible, mal rémunéré, sans progression sociale, etc.) et les jeunes n'arrivent pas à cerner leur place dans les chaînes de valeur existantes. Il est nécessaire de porter un nouveau regard sur l'agriculture. Il faut la considérer comme un système et voir l'apport de la technologie comme un processus ajoutant de la valeur au système. Il n'est pas nécessaire de créer un nouveau système, mais plutôt d'apporter de l'innovation et des technologies pour attirer de nouvelles personnes avec de nouvelles compétences. Ceci assurera un développement inclusif avec des résultats pour la création d'emplois, l'adaptation des technologies et le développement durable.

Dr. Macoumba DIOUF, Directeur National de l'Horticulture, Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural du Sénégal

Proposer des technologies durables et accessibles aux petits producteurs

Dans le cadre de l'approche SHEP (Agriculture orientée vers le marché) que nous avons adoptée pour soutenir les horticulteurs de la zone côtière des Niayes, les nouvelles technologies permettent de créer les conditions pour faciliter l'accès au marché des petits producteurs. En améliorant la connexion entre les acteurs de la chaîne de valeur, les petits producteurs ont une meilleure compréhension du secteur et une plus grande capacité d'accès aux financements dont ils ont besoin. Ils passent ainsi d'une vision "produire et vendre" à une vision "produire pour vendre". Dans le secteur à haut potentiel de la banane, dans la zone de Tambacounda, notre direction conduit une action pilote pour tester des nouveaux équipements adaptés. Ceux-ci permettront de sauvegarder la qualité du produit et le rendre plus compétitif sur le marché national et international.

Intermède 2 - La structuration de la chaîne de valeur du Karité Bio soutient l'épanouissement des femmes

Madame Mame Khari DYENE, consultante chaînes de valeur agricoles ONU Femmes

L'approche chaîne de valeur peut améliorer l'image de l'agriculture et la rendre plus inclusive

ONU Femmes a effectué une expérience pilote sur la chaîne de valeur Karité en Côte d'Ivoire, au Mali, en Sierra Leone et au Tchad, dans le cadre du programme "Small value chains". L'objectif était de bâtir et enrichir un écosystème créateur de valeur. ONU Femmes a misé sur le Karité bio pour ajouter de la valeur à un produit ayant un potentiel énorme sur le marché international. Les activités se sont concentrées sur la formation des femmes, la certification, la labellisation, la traçabilité du produit et sur la structuration de la chaîne de valeur, du producteur local à l'acheteur international. Au-delà du beurre de karité, une série de produits seront également valorisés : la chenille, le charbon, le miel et la confiture. Le soutien à l'entrepreneuriat est l'unique solution pour absorber une partie des 12 à 15 millions de diplômés africains qui accèdent annuellement au marché du travail. L'agriculture a un potentiel énorme de ce point de vue, mais elle souffre d'une mauvaise image auprès des jeunes. Pourtant, elle peut être rendue attrayante et inclusive à travers une approche chaîne de valeur capable d'attirer et de donner du travail à un large éventail des jeunes professionnels.

Panel 3 - Quelle forme d'apprentissage et d'organisation pour passer vers l'agriculture moderne ?

Modéré par Irène SEROT-ALMERAS, Directrice de Efiscens et membre du conseil consultatif de SOS SAHEL International France

Mots clés - Social

changement #réseaux de producteurs # sécurité # communautaire #concertation #synergie
#implication # société civile #centres de services # savoir traditionnel #partage #assurance
#résilience

Les contributions des panelistes

Alain GOUBA, Responsable de la formation et du cycle de suivi, ONG TERRE VERTE, Burkina Faso
Porte-parole du groupe d'experts qui a travaillé sur le thème du panel, au cours du pré-forum. Il a repris le message et les recommandations formulés par le groupe.

Permettre au petit producteur d'être le moteur du changement

L'agriculteur moderne doit prendre conscience de sa place dans la société contemporaine. Il est à la fois au cœur et porteur du changement souhaité. Il doit sauvegarder ses ressources de base et maîtriser son environnement. Il doit disposer des connaissances nécessaires pour comprendre le système où il évolue et prendre les décisions de façon autonome. L'agriculteur doit s'associer en réseaux avec ses confrères, faire vivre les instances collégiales et faire entendre sa voix pour défendre ses intérêts à tous les niveaux auxquels il est connecté. De cette façon, il peut influencer le système et le faire évoluer afin que celui-ci s'adapte à ses besoins de réglementation (la sécurisation foncière en particulier), d'infrastructures, de technologies, etc. L'agriculteur moderne, ainsi sécurisé, peut produire du surplus, maîtriser mieux son avenir et oser des investissements lui permettant d'entreprendre. Afin de rendre possible ces changements il est nécessaire de :

- Accompagner la sécurisation des petits producteurs en termes de réglementation, de formations, d'équipements, de solutions de financement, etc. pour qu'ils puissent jouer un rôle actif dans l'évolution vers une agriculture familiale moderne.
- Valoriser le caractère collectif/communautaire de l'agriculture et renforcer les réseaux de producteurs (coopératives, groupements communautaires, etc.) existants pour les rendre forts, transparents et compétents. Ces réseaux doivent être en mesure de fournir les services et l'accompagnement nécessaires aux petits producteurs pour moderniser leurs pratiques.
- Inciter une approche inclusive en s'appuyant sur les nouvelles technologies pour faciliter la mise en réseau, renforcer la coordination et permettre une réelle concertation entre les différents acteurs des chaînes de valeur.
- Assurer la création d'un écosystème productif moderne, stable et évolutif, capable de s'adapter aux contextes et aux exigences des petits producteurs.

Dr. Diaminatou SANOGO, Directrice du Centre National de Recherches Forestières, Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA)

Impliquer les communautés dans la recherche d'innovations

L'adoption d'une nouvelle technologie ou d'une nouvelle pratique n'est pas seulement une question technique. Les aspects sociaux, économiques et liés au marché sont également à prendre en compte. La recherche, qui était concentrée initialement dans la génération d'innovations à vulgariser auprès de l'utilisateur/producteur, consciente de ses échecs, a changé son approche. La recherche-action participative, qui met le producteur au centre de l'expérimentation, est le modèle actuellement

privilegié. Ce modèle a été utilisé par l'ISRA dans la création de villages climato-intelligents dans le bassin arachidier au Sénégal. Le modèle repose sur la mise en place d'une plateforme d'innovation multi-acteurs. Elle est créée autour des communautés qui sont mises en relation avec l'ensemble des parties prenantes. Au sein de cette plateforme chaque dimension de l'innovation fait l'objet de concertation. Cette approche inclusive facilite l'adoption de l'innovation proposée.

Yoko WATANABE, Administratrice générale, GEF Small Grants Programme (SGP), Programme des Nations Unies pour le Développement

Soutenir la société civile et les organisations de base pour rendre l'agriculture responsable et inclusive

Le Programme de petites subventions du Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF-SGP) a été lancé en 1992 pour promouvoir les initiatives des communautés à la base afin de répondre aux problèmes de l'environnement mondial. Il est mis en œuvre par le PNUD et met à disposition un appui plafonné à 50.000 USD auprès d'environ 22.000 organisations locales intervenant, dans le monde, sur la conservation de la biodiversité, l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques, la dégradation des sols et la gestion durable des forêts, l'eau et les produits chimiques. Les femmes sont une cible prioritaire du programme.

L'agriculture est responsable de 40% des émissions de CO₂. C'est un secteur majeur pour le GEF-SGP car sa modernisation peut apporter des solutions aux problèmes affectant l'environnement et le changement climatique au niveau global. Au Sahel en particulier, il est nécessaire de fournir aux petits producteurs les informations et les compétences nécessaires pour qu'ils puissent prendre les bonnes décisions en autonomie. Les technologies peuvent apporter des solutions en termes de partage de savoirs entre producteurs et la création de centres de services et de formation. Ces solutions permettraient la modernisation de l'agriculture et le développement de l'agroécologie et de l'agroforesterie. Le GEF-SGP a déjà pu tester avec succès des expériences de ce type dans d'autres régions du monde.

Khady Diouf DIALLO, assureur à la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal (CNAAS)

Sécuriser les investissements des producteurs pour permettre la modernisation

L'État du Sénégal, avec l'appui des partenaires privés et des organisations paysannes, a créé en 2008 la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal (CNAAS). L'État est l'actionnaire majoritaire avec 36%. La CNAAS propose deux types de formules : l'assurance agricole classique ou «multirisque» et l'assurance agricole indicielle. Elles couvrent des risques variés : les variations de la pluviométrie, les inondations, les attaques de ravageurs et les défaillances techniques qui peuvent occasionner des pertes importantes pour les petits producteurs. L'État du Sénégal finance 50% des primes d'assurance. L'assurance joue un rôle important pour la protection et la résilience des petits producteurs et elle facilite l'accès au financement. Le taux de pénétration de l'assurance progresse régulièrement. Il est passé de 1% en 2015 à 8% en 2018, mais il y a encore du travail à faire pour assurer l'ensemble des producteurs.

Intermède 3 - Le modèle d'agriculture EverGreen, une opportunité pour intensifier massivement l'agriculture et créer des emplois au Sahel

Dr Dennis P. Garrity, Ambassadeur des zones arides à l'UNCDD et chercheur senior distingué à la Global EverGreening Alliance

Les solutions pour concilier intensification et durabilité existent et sont basées sur la nature

Aujourd'hui, il est urgent de répondre, non seulement à l'urgence de décarboniser l'ensemble de l'économie mondiale, mais aussi de récupérer des centaines de milliards de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Pour relever les énormes défis auxquels notre planète est confrontée, il faut imaginer des chemins alternatifs, il est nécessaire de bâtir un nouveau modèle qui rend le modèle existant obsolète. Au Sahel, il existe déjà de nombreuses pratiques durables qui ont fait leurs preuves et continuent à évoluer. On peut parler par exemple de la régénération naturelle assistée (RNA), l'agroécologie avec des systèmes intégrés arbres-cultures-élevage, la récupération des eaux de pluie et l'électrification solaire. L'appropriation du modèle agricole EverGreen du captage, de l'utilisation et du stockage du carbone bioénergie (EBECCS), qui associe les arbres aux systèmes agricoles, peut permettre le passage à l'échelle de solutions déjà testées au Sahel et que les petits producteurs maîtrisent. Ce modèle est une solution agro-écologique basée sur la nature, qui augmente la récupération de CO₂ et qui n'exige pas la conversion de terres agricoles, tout en augmentant la production végétale. Associé à la production de bioénergie, il représente une alternative valide au modèle d'agriculture traditionnel qui permet d'intensifier la production et la création d'emploi tout en augmentant le captage, l'utilisation et le stockage du carbone.

Panel 4 - Comment accélérer et généraliser le processus de transformation de l'agriculture ?

Modéré par **Dr Leena HOFFMANN**, Associate Fellow Chatham House Africa Programme et membre du conseil consultatif de SOS SAHEL International France

Mots clés - Mesures

sécurisation foncière # maîtrise de l'eau # capacités # compétences #infrastructures #facteurs de production #services # chaines de valeur #gouvernance inclusive # éducation #vision #partenariats #approche territoriale # investissements # Initiative verte

Les contributions des panelistes

Kady Thiane NDOYE, Chargée de projet sécurité alimentaire et nutrition, CICODEV Africa, Sénégal
Porte-parole du groupe d'experts qui a travaillé sur le thème du panel, au cours du pré-forum. Elle a présenté le message et les recommandations formulés par le groupe.

Proposer des mesures construites sur les exigences locales

Les mesures clés pour accompagner véritablement la transformation de l'agriculture familiale sont la sécurisation foncière, la maîtrise de l'eau, le renforcement des capacités, la mise à disposition de facteurs de production adaptés aux producteurs, le développement des chaînes de valeur agricoles et la certification des produits agricoles sur les marchés. Afin de rendre possible ces changements il est nécessaire de :

- Faciliter l'installation d'exploitations familiales performantes et soutenir l'attractivité du secteur agricole pour faciliter l'insertion des jeunes et des femmes.

- Identifier les bonnes pratiques et initiatives locales et les vulgariser pour une mise à l'échelle.
- Moderniser les marchés et mettre en place une plateforme de mise en relation entre l'offre et la demande.
- Renforcer les structures d'appui aux producteurs, généraliser les pôles de service et la réalisation d'infrastructures adaptées.

Camille JAHEL, Chargée de recherche, CIRAD, Sénégal

Investir dans la société civile, la gouvernance inclusive et l'éducation pour bâtir le futur harmonieux que l'on imagine

Une méthode testée par le CIRAD dans la région des Niayes au Sénégal permet de donner des indications sur les mesures à prendre pour le développement harmonieux d'un territoire. Cette méthode se base sur l'imagination de tous les futurs possibles concernant un territoire pour identifier les actions permettant d'accéder au scénario futur qu'on le souhaite. Le choix des Niayes s'explique car ce territoire cristallise nombre de problématiques qui caractérisent les régions sahéliennes : croissance démographique, changement climatique, recul de la végétation naturelle au profit des parcelles de cultures, érosion et baisse de la fertilité des sols, investissements à grande échelle, migrations, conflits ethniques, etc. L'analyse des données collectées et la mobilisation d'une vingtaine d'experts de multiples secteurs a permis d'imaginer 6 scénarios futurs possibles pour ce territoire dans 20 ans. Du scénario le plus positif, "les Niayes Perfecto", au plus négatif, "le SOS Niayes", en passant par "les Niayes touristiques". Cette expérience a donné des indications importantes sur les choix d'actions qui conduisent aux différents scénarios. Les plus harmonieux sont caractérisés par : une société civile structurée, une gouvernance inclusive, une réglementation de l'usage et de l'accès aux ressources naturelles pour les préserver, une bonne éducation et une démographie réglementée de façon dynamique. Les scénarios les moins souhaitables sont caractérisés par : l'inaction, la réglementation de l'accès et l'usage des ressources naturelles non respectés, la gouvernance influencée par des entreprises privées orientées vers le profit.

Dampha ALMAMI, Senior Policy Officer, Foresterie et aménagement du territoire à la Commission de l'Union Africaine, Addis-Abeba.

Le bannissement de la houe, un symbole fort pour transmettre l'envie de changement souhaitée par l'Union Africaine pour l'agriculture du continent

L'Union Africaine a pris des mesures claires pour indiquer le chemin à suivre pour construire le futur prospère de l'Afrique que nous voulons. Cette vision est décrite dans l'agenda 2063 pour l'Afrique. La sécurité alimentaire est un des objectifs principaux de la vision de l'Union Africaine. Pour atteindre cette sécurité au niveau continental, il est indispensable de transformer l'agriculture actuelle pour améliorer la productivité tout en sauvegardant notre environnement. Les initiatives portées par notre institution : le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) et la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS), illustrent bien cette volonté de conjuguer sécurité alimentaire et restauration des sols. Le fait de vouloir bannir la houe d'ici 2025 est un symbole important pour faire comprendre la portée de la transformation de l'agriculture que nous souhaitons. Pour rendre possible cette transformation, il est nécessaire de bâtir des partenariats forts à tous les niveaux. Celui de l'Union Africaine et SOS SAHEL en est un bon exemple.

Rémi HEMERYCK, Délégué Général, SOS SAHEL International France

Assurer la résilience des territoires sahéliens à travers des initiatives qui dépassent l'approche projet et permettent d'associer tous les acteurs dans la durée

SOS SAHEL a lancé deux initiatives d'envergure, "l'Initiative verte" et "A Better Life". L'Initiative verte répond au besoin de changement d'échelle, elle vise à renforcer la résilience des territoires pour assurer un futur durable. Elle démarre en Afrique de l'Ouest pour se développer ensuite à l'est. Une

fois entièrement mise en place elle touchera 1.700 villages, 32 régions et procèdera à la restauration de 360.000 ha de terres dégradées. Pour ce faire elle a une approche inclusive, associe les acteurs à la base et ceux qui investissent au Sahel. Elle mise sur les potentiels agronomiques et humains existants en renforçant la gouvernance locale. Le partage des connaissances en est une composante importante concrétisée par la création d'un réseau d'acteurs en collaboration avec l'Union Africaine et l'UICN. Ce réseau permettra de renforcer les synergies et atteindre les objectifs de restauration des sols à grande échelle de la Grande Muraille Verte. Autre point important, le soutien à la création de centres de services pour l'accès à la formation, au micro-financement, à l'assurance agricole, aux mécanismes de stockage et de première transformation pour la modernisation de l'agriculture. "A Better Life" est une initiative à plus long terme. C'est une entreprise sociale dont la vocation est de créer et soutenir des filières durables en amont et en aval des projets initiés par SOS SAHEL. Elle est censée assurer la durabilité des actions sur le terrain et permettre de sortir de la démarche projet en favorisant des partenariats à long terme et d'ancrer un véritable développement au niveau local par une approche territoriale.

La sortie de terrain

Le troisième jour de la manifestation a été dédié à une visite dans la commune rurale de Fimela, une commune très exposée au problème de la salinisation de terres et de l'immigration. Cette commune, dont seulement 30 % des terres sont exploitables pour l'agriculture, est située dans le département de Fatick, dans la région du Sine Saloum, au Sénégal. Elle a une population de 22.500 habitants. Les participants ont pu saisir les défis auxquels la population de la commune est confrontée et découvrir des initiatives innovantes et prometteuses pour faire face à cette situation. Après avoir rencontré le sous-préfet de Fatick, le maire de Fimela et son équipe, ils ont visité la ferme-école agro-écologique de Kaydara, puis se sont rendus à Djilor Djidiack où ils ont échangé avec des membres des groupements d'intérêt économique (GIE) de Salan Sedar et de Nanor. Sur la route, ils ont fait une halte à Nianing pour se rendre dans une forêt classé d'acacia seyal, propre à l'exploitation de la gomme arabique.

La ferme école agroécologique de Kaydara

La ferme école agroécologique de Kaydara se situe dans le village de Keur Samba Dia. Ce village est aujourd'hui en pleine expansion grâce au développement des infrastructures routières, hôtelières, campements touristiques, résidences secondaires, ainsi que le développement de grands vergers par de grands exploitants. Le bradage des terres et l'exode rural vers les villes ou vers l'étranger pourraient faire disparaître le paysannat. La ferme école agroécologique de Kaydara se pose en alternative à cette situation, en proposant de former des jeunes à la pratique d'une autre agriculture, économe, maîtrisable, respectueuse de l'environnement, d'accéder à une vie décente et de créer des emplois. Gora Ndiaye est le fondateur de la ferme école. Il a démarré son projet en 2003 sur un site dépourvu de toute végétation et avec un sol sableux, aride et exposé à l'érosion éolienne. Aujourd'hui, grâce à l'application de méthodes 100% biologiques, le site regorge de verdure et une grande variété d'espèces y pousse, dans un système dominé par la place du cocotier.

Dans la Ferme-école agroécologique de Kaydara, des jeunes sont formés à toutes les étapes des techniques agroécologiques végétales et animales. La formation des jeunes est soutenue par la municipalité de Fimela, qui s'engage à fournir le capital foncier nécessaire à leur installation. Au terme de leur formation, la ferme donne aux jeunes un capital technique, végétal, animal et matériel, puis les accompagne pendant 3 ans. Les jeunes formés sont appelés à devenir leader de développement de leur village et apprennent pour s'établir durablement dans l'agriculture et transmettre leurs connaissances.

La ferme de Kaydara démontre la pertinence de l'approche agro-écologique pour professionnaliser les jeunes sahéliens dans l'agriculture, ainsi que la complémentarité indispensable des acteurs institutionnels et privés, des approches techniques et sociales pour transformer les territoires et les rendre viables au plan de la sécurité alimentaire.

Les GIE Salan Sedar et Nanor

Les groupements d'intérêt économique (GIE) Salan Sedar et Nanor se trouvent dans le village de Djilor Djidiak, village de naissance du président Léopold Sédar Senghor. À Djilor Djidiak les activités économiques pratiquées sont l'agriculture, la pêche et, dans une moindre mesure, l'élevage. Cette localité est située sur un *bolon*, un bras de mer formé par le delta du Saloum. Cette position géographique expose ses terres aux eaux de mer. Les nombreuses sécheresses qui ont frappé la région et la disparition progressive de la mangrove après les sécheresses ont causé une augmentation du niveau du sel dans les terres cultivées.

Les deux GIE, entièrement composés de femmes, ont une genèse commune. Ils ont été créés pour assurer la commande en produits locaux d'une femme du village résidant à l'étranger puis ont poursuivi pour faire face à la dégradation des terres. Les produits locaux transformés sont nombreux, entre autres on peut évoquer : les céréales (mil et riz), la pomme cajou, les produits maraichers et les produits forestiers non-ligneux. Les deux GIE réunissent aujourd'hui environ 300 femmes de la localité. Le Programme de petites subventions du Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF-SGP), géré par le PNUD, a soutenu le développement des activités de transformation des GIE, qui ont changé les conditions de vie de populations.



La mise en place de digues anti-sel, permettant de retenir l'eau de pluie et empêchant l'accès à l'eau de mer, a fortement contribué à diminuer la concentration de sel dans les terres et à augmenter la production agricole. La production du riz dans les bas-fonds et des produits maraichers dans les périmètres ont permis une amélioration de la sécurité alimentaire des populations. Récemment, les GIE se sont mobilisés pour protéger la forêt villageoise et en faire une Aire du Patrimoine Autochtone et Communautaire (APAC).

L'exemple des GIE démontre la capacité des communautés à progresser sur le long terme à l'aide de petites subventions.

Annexes

1. Les panelistes

Les modérateurs


	<p>Paul Clements-Hunt CEO, Blended Capital Group et , Président du conseil consultatif de SOS SAHEL</p> <p>Avec plus de 25 ans d'expériences aux Nations Unies, en politique internationale et dans les médias, Paul est un leader d'opinion dans l'industrie mondiale de la finance durable et de l'investissement. Depuis le début des années 90, il a activement participé aux discussions sur les politiques mondiales relatives aux changements climatiques, à la biodiversité, aux droits de la personne et aux entreprises durables. En mars 2012, il a quitté l'ONU pour établir The Blended Capital Group (www.blendedcapital.com), une société de conseil en investissement qui travaille en étroite collaboration avec IPCM. En 2011-2012, il a soutenu l'ancien Premier ministre britannique, Gordon Brown, dans son travail sur la stabilité financière et la durabilité pour le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. De 2000 à 2012, il a dirigé l'Initiative financière du PNUE, le partenariat le plus important et le plus ancien entre les Nations Unies et les industries mondiales des services financiers et des investissements. Durant cette période, il a été le premier bailleur de fonds de l'ONU pour les Principes pour l'Investissement Responsable lancés en 2006 et maintenant soutenus par 1 300 institutions d'investissement représentant 45 milliards de dollars d'actifs. En tant qu'entrepreneur, Paul a établi l'une des premières agences de stratégie et de technologie environnementales pour l'Asie du Sud-Est, basée à Bangkok (1991-1998), avant de devenir le plus grand groupe mondial de tests, d'inspections et de vérifications. De 1998 à 2000, il a été directeur principal des politiques de l'énergie et de l'environnement pour l'organisation mondiale des entreprises basée à Paris, la Chambre de commerce internationale (CCI). Paul est Président de l'International Advisory Board de SOS SAHEL depuis plus de 3 ans.</p>
	<p>Leena Hoffman Associate Fellow Chatham House Africa Programme et membre du conseil consultatif de SOS SAHEL</p> <p>Dr. Hoffmann est membre associée du Programme Afrique et conseillère technique du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Ses recherches portent sur la politique, la corruption, la sécurité et le commerce au Nigeria. Elle est actuellement impliquée dans la recherche sur l'économie politique du programme de sécurité alimentaire et de politique agricole du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. De 2013 à 2015, Leena a été chercheur à l'Institut Marie Curie luxembourgeois de recherche socio-économique (LISER) sur l'impact des politiques frontalières sur le commerce régional de l'Afrique de l'Ouest. En 2013, elle était chercheur au sein du programme Chatham House Africa. Leena a</p>


	<p>également travaillé comme enquêtrice pour la Commission anti-corruption à Abuja, au Nigeria. Leena a reçu son doctorat en études africaines de l'Université de Birmingham, sa maîtrise en relations internationales de l'Université de Lancaster et son baccalauréat en sociologie de l'Université de Jos, au Nigeria. Dr. Hoffmann est membre de l'International Advisory Board de SOS SAHEL.</p>
	<p>Irène Serot Almeras Directrice de Eficens et membre du conseil consultatif de SOS SAHEL</p> <p>Irène Serot Almeras cumule plus de 15 ans d'expérience dans le management d'organismes à but non lucratif. Depuis 2016, elle est directrice d'Eficens/Sénégal, et formatrice associée au sein de Bioforce Institute/Dakar. Elle est membre du Conseil d'Administration de l'Asedeme, du Conseil International de SOS SAHEL, du comité d'experts de la Fondation Ensemble et de l'Agence des Micro Projets et du comité projets de Seed Foundation. Auparavant, elle a été directrice du service subventions de Tostan au Sénégal, responsable du service société civile de l'Ambassade de France à Washington, directrice de la Fondation Ensemble, directrice adjointe d'enda Maroc. Pendant les années 90, Irène a collaboré avec ATD Quart Monde (Berlin), Inter Aide (France, Ethiopie, Inde) et a créé le bureau du cinema français à Kiev (Ukraine). Engagée en tant que femme, Irène est zontienne, rotarienne et membre de Women in Africa Initiative.</p>

Panel 1 : Quelle vision pour l'agriculture moderne dans le Sahel ?


Intervenants:

	<p>Lamisse Kandil Directrice générale de Innovative Co-operative for Optimal Nutrition (ICON)</p> <p>Française, libanaise et marocaine, Lamisse Kandil habite au Burkina Faso depuis cinq ans, et circule en Afrique de l'ouest depuis dix ans. Elle dirige une coopérative africaine, ICON, regroupant 16 entrepreneurs sociaux répartis sur 9 pays africains. L'objectif est de promouvoir la bonne nutrition et de créer des synergies africaines. Le principal moteur d'ICON est de valoriser les ressources africaines, que cela soit dans des dimensions sociales, économiques, techniques ou environnementales.</p>
---	---

	<p>Nadjirou Sall Secrétaire général du Réseau des Organisations de Paysans et Producteurs d’Afrique de l’Ouest (ROPPA)</p> <p>Nadjirou Sall est un agro pasteur natif du village de Donaye, près de Podor dans la vallée du fleuve Senegal. Il a participé à toutes les luttes paysannes contre l’accaparement des terres et la promotion des exploitations familiales agricoles. Très engagé dans l’action syndicale, le Secrétaire général du ROPPA, préside également le cadre national de concertation et de coopération des ruraux du Sénégal (CNCR), première plate-forme paysanne autonome au Sénégal.</p> <p>Nadjirou Sall est membre d’une exploitation agricole appartenant à sa famille à Donaye. Il y cultive le riz, pratique le maraichage (oignon, tomate, gombo,...) et l’élevage (bovin, caprin, ovin, équin). Pour la promotion de ces filières, Nadjirou Sall s’est battu dans la vallée du fleuve Senegal pour appuyer ses collègues paysans a mieux s’organiser dans la concertation, la contractualisation et l’interprofession.</p>
	<p>Mathieu Dondain Directeur Général Nexira International et membre du conseil consultatif de SOS SAHEL.</p> <p>Mathieu Dondain est actuellement Directeur Général de Nexira , une entreprise familiale fondée en 1895 aujourd’hui leader mondial dans la fourniture d’ingrédients naturels à destination de l’industrie alimentaire, de la santé et de la nutrition.</p> <p>Mathieu, représentant de la quatrième génération, a rejoint la société en 2010 pour soutenir la croissance de Nexira. Il avait auparavant travaillé pendant 15 ans dans l’industrie audiovisuelle, ayant débuté sa carrière en tant qu’ingénieur et consultant avant de créer sa propre start-up, Imagemix, spécialisée dans les contenus d’applications mobiles. Titulaire d’une licence en Marketing et Communication, Mathieu vient de terminer un Executive MBA à la Neoma Business School de Paris.</p> <p>Mathieu est fortement impliqué dans la politique de développement durable de Nexira, notamment dans la protection des ressources naturelles des régions du Sahel, comme la gomme d’acacia. Ces efforts visent à soutenir et à promouvoir un programme collaboratif innovant, le programme Acacia, mené en partenariat avec des acteurs majeurs de l’industrie alimentaire et l’ONG SOS SAHEL.</p>

	<p>Pr Ibrahima DIEDHIOU Professeur d'écologie végétale - agroforesterie, Université de Thiès</p> <p>Pr Ibrahima DIEDHIOU est un agroécologue-environnementaliste qui a beaucoup travaillé sur les associations arbustes et cultures annuelles au Sahel. M. DIEDHIOU a été pendant dix ans chercheur à l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), avant de rejoindre en 2007, l'École Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA) de l'Université de Thiès. Il a occupé la fonction de Directeur de la Recherche de l'Université de Thiès et depuis novembre 2018, il est le Directeur de l'École Nationale Supérieure d'Agriculture.</p>
---	--

Intermède 1 : International Panel of Experts on Sustainable Food Systems

	<p>Dr Émile Frison Membre du groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food)</p> <p>Dr Émile Frison, de nationalité belge, a fait sa carrière dans la recherche agricole internationale pour le développement. Il a travaillé pendant six ans en Afrique, au Nigeria et en Mauritanie. En 2003, il est devenu Directeur Général de Bioversity International et a développé une stratégie intitulée « Diversité pour le bien-être » mettant l'accent sur la contribution de la biodiversité agricole à la qualité nutritionnelle des régimes alimentaires, ainsi qu'à la durabilité, la résilience et la productivité de l'agriculture paysanne. Depuis 2013, il se consacre à favoriser la transition vers des systèmes alimentaires durables.</p> <p>Il est président du conseil d'administration d'Ecoagriculture Partners. Il a été professeur extraordinaire à l'Université catholique de Leuven, Belgique (2007-2009) et président du Comité scientifique international sur les systèmes alimentaires durables de la Fondation Daniel et Nina Carasso (2013-2017). En 2015, il a rejoint le Panel d'experts international sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food). Le Dr Frison est l'auteur principal du rapport IPES-Food intitulé « De l'uniformité à la diversité: un changement de paradigme de l'agriculture industrielle vers des systèmes agroécologiques diversifiés ». Il est l'auteur ou le co-auteur de plus de 180 publications scientifiques, techniques et stratégiques.</p>
---	--

Panel 2 : De quelles technologies avons-nous besoin pour transformer l'agriculture ?

Intervenants:

	<p>Adama Zerbo Coordinateur National Tchad, SOS SAHEL</p> <p>Adama Zerbo est un ingénieur agronome, qui a rejoint SOS SAHEL en 2013 où il a occupé successivement les postes de chargé de mission au Mali dont il est originaire puis coordinateur national au Tchad depuis 2016. Dans ses fonctions il est particulièrement intéressé à soutenir les processus de décentralisation et de formation professionnelle. Au Tchad il accompagne les producteurs et productrices de gomme arabique et conduit un long processus de changement de l'ensemble de cette filière. Il a aussi mené un projet d'appui à l'installation et la professionnalisation de centaines de jeunes ménages vulnérables vivant dans les zones très arides du Lac et du Kanem.</p>
	<p>Amara Nwankpa Directeur des Initiatives de Politique Publique de la Fondation Shehu Musa Yar'Adua</p> <p>Amara est directeur des Initiatives de Politique Publique de la Fondation Shehu Musa Yar'Adua, qui a pour mission d'encourager l'élaboration et l'application de politiques publiques durables en matière de lutte contre le changement climatique et de renforcement de la démocratie, par le biais d'élections crédibles et d'une gouvernance plus responsable. Amara participe activement aux activités de sensibilisation nationales et aux actions de mobilisation de la jeunesse depuis 2009, dans le but d'influer sur les politiques publiques et les processus de gouvernance, notamment pour les questions liées à l'énergie et aux élections.</p>
	<p>Aminata Dominique Diouf Directrice générale du domaine agricole de Nema</p> <p>Née à Dakar, Aminata Dominique Diouf a vécu aux Etats-Unis et au Canada quelques années avant de rentrer au Sénégal en 2014 pour reprendre la ferme familiale. Dès lors, elle formalise la ferme pour qu'elle devienne une entreprise agricole privée S.A avec la mangue comme produit. La mangue d'Aminata est labélisée depuis 2016. Membre de plusieurs organismes interprofessionnels tels que COLEACP, CBI, le PCACMS, Aminata est également membre de l'association Nébédjay pour la protection de l'environnement. Depuis 2017, Aminata est membre du club d'entrepreneurs africains « les nouveaux blédards » dont le slogan est : « Réussir au Sénégal ». Aminata a été invitée en 2019 par l'Union des Producteurs Agricoles du Québec volet Développement International pour présenter sa ferme. Continuant de se diversifier, la ferme d'Aminata développe d'autres produits et a notamment le projet de se lancer dans la production de l'avocat et la transformation de la mangue.</p>

	<p>Dr. Macoumba Diouf Directeur National de l’Horticulture</p> <p>Allocataire de recherche ORSTOM (actuel Institut Français de Recherche pour le Développement –IRD-), Dr. Diouf a obtenu un DEA et un Doctorat en Biologie Végétale à l’Université Cheikh Anta Diop suivis d’une spécialisation en Agro-technologies Végétales à l’Université Libre de Bruxelles en Belgique, à Montpellier en France, puis aux Etats Unis. Il est chercheur à l’Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) depuis 1996. Il est Directeur de l’Horticulture et Coordonnateur National du Programme de Relance de la Banane au Sénégal (Programme spécial du Chef de l’Etat du Sénégal).</p> <p>Dr Diouf est Chevalier de l’Ordre National du Lion et est lauréat de nombreux prix tels que le Prix RANGNEE Edition 2018 catégorie « Agriculture créatrice de valeur Ajoutée » décernée par CONVERGENCES TECHNOLOGIE/Sénégal, et le prix « 50 personnalités les plus influentes en Afrique de l’Ouest décerné par INFLUENCES MAGAZINE. Dr Diouf est le 1^{er} maire de la Commune de Latmingué, peuplée de 40000 habitants environ avec 84 villages (région de Kaolack, Département de Kaolack) depuis le 9 août 2014. Il est Président de la commission chargée de la Décentralisation et Secrétaire à l’Environnement de l’Association des Maires du Sénégal (AMS). Il est vice-président dédité et porte-parole du Réseau des Villes et Communes Ecologistes Vertes du Sénégal (REVES).</p>
---	---

Intermède 2 : Madame Mame Khari DYENE, consultante chaines de valeur agricoles ONU Femmes

Panel 3 : Quelle forme d’apprentissage et d’organisation pour passer vers une agriculture moderne?

Intervenants :

	<p>Alain Gouba Responsable de la formation et du cycle de suivi, ONG TERRE VERTE</p> <p>L’ONG TERRE VERTE intervient au Burkina Faso depuis 1989. TERRE VERTE et ses partenaires burkinabè (ZORAMB NAAGTAABA, WEMANEGRE, TENKEEGA, WEOFINTI) sont engagés dans le développement rural familial et communautaire basé sur la restauration des sols, l’aménagement d’un bocage spécifique au Sahel et la mise en place d’une agriculture durable.</p>
	<p>Dr. Diaminatou SANOGO Directrice du Centre National de Recherches Forestières/ISRA</p> <p>Dr. Diaminatou SANOGO est chercheuse à l’Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) au sein duquel elle dirige le Centre National de Recherches Forestières (CNRF). Elle est le point focal de l’ICRAF au Sénégal et coordinatrice de l’équipe sénégalaise du Centre International de Recherche sur les systèmes agroforestiers de l’Afrique de l’Ouest (AGRAF). Elle représente l’Institut dans le Comité National Changements Climatiques et siège au Comité technique du Fonds Vert Climat au Sénégal. Dr. SANOGO a toujours</p>

	<p>été intéressé par les questions liées à l'adoption des techniques et mène des recherches-action participatives pour promouvoir l'appropriation collective des technologies de l'agroforesterie. Elle a développé un modèle de village intelligent face au climat dans la région de Kaffrine du Sénégal, un modèle qui est documenté dans de nombreuses publications.</p>
	<p>Khady Diouf assureur à la Compagnie nationale d'assurance agricole du Sénégal (CNAAS)</p> <p>Khady Diouf a obtenu son diplôme de Maîtrise en Sciences et Techniques d'Assurances (MST-A) en 2016 à l'Institut International des Assurances (IIA) de YAOUNDÉ. Elle a intégré la CNAAS en 2017 en tant que Coordonnateur Technique et depuis 2019 elle est chargée du contrôle de gestion et de la réassurance. La CNAAS est une compagnie d'assurance spécialisée dans la couverture des risques agricoles. Sa réalisation fait du Sénégal un pionnier en matière de couverture des risques agricoles dans la zone CIMA.</p>
	<p>Yoko Watanabe Responsable général, GEF Small Grants Programme (SGP)</p> <p>Yoko a plus de 20 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la biodiversité et de la gestion des ressources naturelles, en partenariat étroit avec la société civile et les peuples autochtones. Avant de devenir le quatrième responsable mondial du programme SGP, Yoko a travaillé pendant plus de 10 ans au Secrétariat du FEM, où elle a dirigé les opérations dans la région Asie. À ce poste, elle a coordonné le plus important portefeuille régional du FEM, d'un montant de plus d'un milliard de dollars, comprenant la biodiversité, les changements climatiques, la gestion durable des terres et des forêts, les eaux internationales et les questions liées aux produits chimiques et aux déchets. Elle a également dirigé l'équipe chargée de la problématique hommes-femmes et des questions sociales au FEM, tout en s'occupant des questions relatives aux peuples autochtones, à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Yoko était également responsable du programme sur la biodiversité et passionnée par la sauvegarde des espèces menacées d'extinction avec les communautés locales. Mme Watanabe a également travaillé au Fonds mondial pour la nature (WWF), d'abord comme directrice de la conservation au bureau de la Mongolie, puis comme conseillère principale en relations multilatérales au bureau des États-Unis. Elle a débuté sa carrière en 1995 au PNUD en tant qu'administratrice de programme pour l'environnement auprès des bureaux de pays du Népal et de la Mongolie, et a supervisé et supervisé les opérations du PSC au niveau des pays. Yoko est titulaire d'une maîtrise en développement international axée sur la gestion de l'environnement et des ressources naturelles de l'université américaine de Washington.</p>

Intermède 3 : Dennis Garrity, Ambassadeur UNCCD et Senior Fellow of Global EverGreening Alliance**Dr. Dennis P. Garrity**

Ambassadeur des zones arides à l'UNCCD et chercheur senior distingué à la Global EverGreening Alliance




Dr. Garrity est un agronome des systèmes et chef de recherche dont la carrière a été axée sur le développement de systèmes de production à petite échelle dans les tropiques. Il est actuellement ambassadeur des zones arides auprès de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et chercheur senior distingué au Centre mondial de l'agroforesterie (ICRAF), Nairobi. Il a été directeur général ICRAF de 2001 à 2011. Il dirige actuellement un effort sur la pérennisation de l'agriculture au XXI^e siècle, mettant en place des systèmes agricoles plus productifs et respectueux de l'environnement grâce à un partenariat mondial pour créer une agriculture toujours verte (EverGreen Agriculture). Il préside également le comité directeur de Landcare International, une initiative mondiale visant à soutenir la gestion communautaire des ressources naturelles à la base.

Dans les années 1990, il était basé en Indonésie où il a lancé et développé le programme régional de l'ICRAF pour l'Asie du Sud-Est. En tant que responsable du programme Systèmes de production de l'Institut international de recherche sur le riz et professeur dans l'Université des Philippines dans les années 1980, il a conseillé 47 étudiants au doctorat et à la maîtrise et des boursiers postdoctoraux d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des États-Unis, et a publié plus de 175 articles de journaux et livres. M. Garrity est titulaire d'un baccalauréat en agriculture de l'Ohio State University, d'une maîtrise en agronomie de l'Université des Philippines à Los Baños et d'un doctorat en physiologie des cultures de l'Université du Nebraska.

Panel 4 : Comment accélérer et généraliser le processus de transformation de l'agriculture ?**Intervenants :****Khady Thiane Ndoye**

Chargée de Projet Sécurité Alimentaire en Nutrition, CICODEV Africa

CICODEV est un Institut Panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement. CICODEV – Africa a plusieurs programmes, dont celui de la sécurité alimentaire et nutrition / accaparement des terres. Ce programme vise globalement à instaurer la Sécurité alimentaire et nutritionnelle, par un accès régulier des consommateurs urbains, périurbains et ruraux, à des denrées de première nécessité de manière durable.

	<p>Camille Jahel Chargée de recherche, CIRAD</p> <p>Titulaire d'un double diplôme en agronomie et en géographie, Camille Jahel a réalisé une thèse au Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) sur les dynamiques agraires de la province du Tuy, au Burkina Faso. Elle a ainsi développé un modèle spatial pour simuler sur plusieurs années la déforestation, le choix des cultures par les exploitants agricoles et les rendements des cultures.</p> <p>Suite à cette thèse, elle a rejoint en 2017 l'équipe TETIS (Territoires environnement télédétection et information spatiale), toujours au Cirad, en tant que chargée de recherche, spécialisée sur les dynamiques territoriales. Depuis 2018, elle est accueillie au Bureau d'Analyses Macro-Economiques de l'ISRA à Dakar, au sein duquel elle coordonne le projet « Niayes 2040 » de prospective territoriale des Niayes. Elle travaille en parallèle sur d'autres projets qui portent sur des questions de sécurité alimentaire dans le bassin arachidier, et de mobilités des éleveurs dans la zone du fleuve Sénégal.</p>
	<p>Almami Dampha Senior Policy Officer, Foresterie et aménagement du territoire à la Commission de l'Union Africaine</p> <p>Alamami Dampha travaille avec la Commission de l'Union Africaine depuis 12 ans sur les questions de foresterie, gestion des terres, réduction des risques de catastrophe, changement climatique et développement rural. Avant de rejoindre l'Union Africaine, Alamami Dampha a travaillé au Gouvernement de la République de Gambie en tant que Senior Senior Forestry Officer en charge de la foresterie communautaire.</p>
	<p>Rémi Hémercyck Directeur Général, SOS SAHEL</p> <p>Rémi Hémercyck, agroéconomiste de formation, est directeur exécutif de SOS SAHEL depuis 2002. Remi rejoint SOS SAHEL en 1997 en tant que directeur technique. Depuis 20 ans qu'il fait partie de l'association, il contribue à l'évolution et au développement de l'expertise de SOS SAHEL, positionnant l'organisation comme un expert international en matière de sécurité alimentaire, qui travaille maintenant avec plus de 1000 partenaires locaux dans l'ensemble de la région du Sahel.</p> <p>De 2002 à 2007 Rémi a été vice-président de EURONAIID, le premier réseau européen sur la sécurité alimentaire. Il était conseiller en charge de l'éducation à Neauphlette France de 2000 à 2005. Depuis l'an 2000, Rémi développe des actions de plaidoyer sur des sujets tels que la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et familiale, le développement local auprès d'organisations internationales comme l'Union africaine, l'Union européenne, la Banque mondiale et d'autres, et s'engage dans des programmes avec des entreprises privées.</p>

	<p>Originaire de France, Rémi a grandi sur la ferme laitière de sa famille où il a appris les pratiques agricoles à un très jeune âge. A 20 ans, il part pour en apprendre davantage sur l'agriculture dans le monde entier, étudiant ainsi dans le Midwest des États-Unis, dans le Heilongjiang, en Chine et dans le Grassfields du nord-ouest du Cameroun. Pendant trois ans, en tant que bénévole pour le Progrès, Rémi a appuyé un projet de développement communautaire villageois à Bafut au Cameroun.</p> <p>Rémi est diplômé d'une maîtrise en Agroéconomie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Dans le cadre de sa spécialisation dans le développement agricole, Rémi a étudié les aspects économiques de l'industrie du Reblochon laitier.</p> <p>Rémi donne fréquemment des conférences sur des sujets concernant la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable.</p>
--	--

2. Les participants

	Prénom	Nom	Entreprise	Intitulé de poste
1	Salah	Abdelmagid Eldouma Adam	SOS Sahel Sudan	Executive Director
2	Koulfou	Adam Mahamat	SOS SAHEL International Tchad	Directeur Exécutif
3	Djimé	Adoum	CILSS	Directeur Exécutif
4	Cheikh	Ahmadou Bamba Ndiaye	Senagriculture	Directeur des opérations
5	Mahamat Fachir	Ahmat	Énergie Pour Tous (EPT) (Tchad)	
6	Elimi Ali Moutaye	Aladji Hamit	SOS SAHEL International Tchad	Président
7	Aminata Diagne	Barre	CICODEV AFRIQUE	Chargée de développement
8	Abderahmane	Berthé	SOS SAHEL International France	Administrateur
9	Diallo	Binta	WÀTU Digital Lab	Co-fondateur, Responsable Artistique & Logistique
10	Amélie	Champé		Ingénieur agronome
11	Gnima	Cissé	IM	Étudiante
12	Paul	Clements-Hunt	The Blended Capital Group	Founder/ CEO
13	Babacar	COLY	Teranga_Agro	Agronome
14	Noël	Compaoré	Programme de Micro Financement du Fonds pour l'Environnement Mondial	Coordonnateur National par Intérim
15	Adam	Cooke	SOS Sahel International UK	Chairman of Trustees
16	Amami	Dampha	African Union	Senior Policy Officer, Forestry and Sustainable Land Management
17	Absa	Dia	SSPT	Responsable commerciale
18	Youssouf	Diallo	PRACTICA Foundation	Expert Eau et Énergie
19	Ibrahima	Diedhiou	Université de Thiès	
20	Abdou	Dieng	Office of the Secretary General of the United Nations for the Sahel	Head of OSAS
21	El Hadji	Diop	SUNUAGRIX	
22	Mamadou	Diop	IED Afrique	Chercheur Associé
23	Yacine	Diop	SENTV.info	Journaliste
24	Aminata	Diouf	Domaine agricole de Nema	Directrice générale
25	Cheikh Saliou Mbacke	Diouf	Coopération monégasque	Coordinateur pays
26	Macoumba	Diouf	Directeur National de l'Horticulture	

27	Madeleine	Diouf	DEEC	Responsable division climat
28	Pedro	Diouf		
29	Mathieu	Dondain	Nexira	Directeur général
30	Guillaume Doulkom	Doulkom	SOS SAHEL International France	Coordinateur national Burkina Faso
31	Getachew	Eshete	SOS SAHEL Ethiopia	
32	Adama	Fall	SOS SAHEL International France	Coordonnateur des projets Sénégal
33	Ibrahima Ibs Fadel	Fall	SOS SAHEL International France	Assistant administratif
34	Birame	Faye	IED Afrique	Coordonnateur de programme
35	Ibrahima	Faye	Senagriculture	Directeur Général
36	Émile	Frison	International Panel of Experts on Sustainable Food Systems	Member
37	Jean-Marc	Garreau	SOS SAHEL International France	Directeur des Programmes
38	Dennis	Garrity	ICRAF	Ambassadeur UNCCD et Senior Fellow of Global EverGreening Alliance
39	Renate	Garvi-Bode	Sahara Sahel Foods	Directrice Générale
40	Adja	Gaye	SOS SAHEL International France	Assistante administrative
41	Halimata	Gaye	SOS SAHEL International France	Stagiaire développement web
42	Alain	Gouba	TERRE VERTE	Socio agronome
43	Ghislaine	Guedegbe	Organisation AFRICA DAYS	
44	Ndeye Tégue	Gueye	UADB	Étudiante
45	Laurence	Hart	AFD Dakar	Directrice
46	Rémi	Hémeryck	SOS SAHEL International France	Délégué Général
47	Denis	Hien	UGTT	Représentant
48	Leena	Hoffmann	Chatham House Africa Programme	Associate Fellow
49	Linda	Horgan	SOS Sahel International UK	Director
50	Camille	Jahel	CIRAD	Chargée de recherche
51	Hadja Fatou	Ka	CRD-UADB	Étudiante master développement durable
52	Boye	Kadiakhe	Axis Afrique	Consultant
53	Alexis	Kalmanovitz	Zelig Associates	Managing Partner
54	Lamisse	Kandil	ICON : innovative co-operative for optimal nutrition	Directrice générale
55	Stephan Michael	Kanfany	Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ)	Ingénieur agroéconomiste / Analyste de crédit

56	Christya	Kaya	WÀTU Digital Lab	Rédactrice web & Event Monitoring
57	Momodou	Kebe	Projet SHEP/DHORT	Coordonnateur Technique
58	Julien	Korea	ORABANK SENEGAL	Directeur clientèle entreprises et institutionnels
59	Marion	Leiser	Kinder in Not	Directrice
60	Jean	Lelong	SOS SAHEL International France	Vice-Président
61	Antoine	Leroux	YUP / Société Générale	Responsables des partenariats
62	Maryline	Loquet	Ambassade de France	Attachée de coopération Enseignement agricole
63	Cheikh	Loum	Eclosio	Référent Agroécologie
64	Papa Magatte	Ly	PRACTICA Foundation	Spécialiste irrigation solaire
65	Yacouba	Maïga	SOS SAHEL International France	Coordinateur National Mali
66	Cyril	Maman	Ambassade de France	Conseiller Régional
67	Thomas	Mantet	CRE&A. Ingénierie	CEO
68	Khatary	Mbaye	PNUD	Coordonnateur National MicroFEM
69	Ange	Mboneye	SOS SAHEL International France	Chargée de développement
70	Hiwot	Minwuyelet	SOS SAHEL International France	Advocacy Manager
71	Charlène	Mouboulou	Institut des Sciences de l'Environnement (UCAD)	Journaliste Environnementaliste
72	Ibrahim	Najada	SOS SAHEL International Niger	Secrétaire général
73	Zakaria	Nanan	SOS SAHEL International France	Chargé d'Animation des Réseaux
74	Amadou Lamine	Ndiaye	VALEUR FINANCE	Directeur General
75	Rosine	Ndour	UADB	Étudiante
76	Khady Thiane	Ndoye	CICODEV AFRIQUE	Chargée de programme
77	Mamadou	Niang	Minsitère de l'Elevage	
78	Seyni Ndiaye	Niasse	SOS SAHEL International France	Stagiaire
79	Johnson	Nkem Ndi	UN Women	Regional Policy Advisor Climate
80	Amara	Nwankpa	Shehu Musa Yar'Adua Foundation	Director
81	Charles	Nyandiga	SGP UNDP	UN official
82	Ana Maria	Oliveira	CIEDEL	Chargée de mission
83	Cheikh Sadibou	Pene	FAO Sénégal	Agronome - gestion des risques climatiques

84	Marcello	Rocca	Freelance	Expert en gestion des connaissances
85	Emilie	Rouxel	SOS SAHEL International France	Assistante de direction
86	Jean Brice	Saint Martin	SSPT	Directeur général
87	Mohamadou	Sall	NIS	Directeur
88	Nadjirou	Sall	ROPPA	Secrétaire général
89	Seyna	Sall	SOS SAHEL International France	Communication Manager
90	Moussa	Samb	TABARA	CEO
91	Diaminatou	Sanogo	Centre National de Recherches Forestières/ISRA	Directrice
92	Diaminatou	Sanogo	CNRF/ISRA	Directrice
93	Édouard	Sanou	SOS SAHEL International France	Directeur des Opérations
94	El Hadji Sidy	Sarr	SOS SAHEL International France	Vice-président
95	Alfred	Sawadogo	SOS SAHEL International Burkina Faso	PCA SOSSIBF
96	Yaya	Sawaré	NIS	commercial
97	Irène	Serot Almeras	Efiscens	Directrice
98	Mahamadi	Sorgho	ONG TERRE VERTE	Directeur de la ferme pilote de Goëma
99	Aissatou	Sow	IFC	Operations Officer
100	Alioune	Sow	UCAD	Étudiant
101	Hamet Aly	Sow	Practical Action	Conseiller marchés et Moyens de Subsistance
102	Mame Diarra	Sow	UN Women	Climate Resilient Agriculture Associate
103	Arame	Thiam	UCAD	Étudiant
104	Pierre	Thiam	YOLELE	Chef cuisinier
105	Sayouba	Traore	RFI	Journaliste
106	Coly	Wade	ISRA	Ingénieur Agronome
107	Samantha	Walsh	Faircom New York	Account Manager, Global Philanthropy
108	Yoko	Watanabe	GEF Small Grants Programmw, UNDP	Global Manager
109	Ségolène	Xavier	Faircom New York	Vice President, Global Philanthropy
110	Adama	Zerbo	SOS SAHEL International France	Coordinateur national Tchad

3. Les partenaires financiers

